

Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME

- Vague 14 -



Juin 2012

Etude réalisée pour : **KPMG et CGPME**

Echantillon : Echantillon de **401** dirigeants d'entreprise, représentatif des **entreprises françaises de 10 à 500 salariés**.

Afin de disposer d'effectifs suffisants par secteur et taille de l'entreprise, l'échantillon a été raisonné, puis chaque catégorie a été ramenée à son poids réel lors du traitement informatique des résultats. L'échantillon a été stratifié par région.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.

Dates de terrain : Du 29 mai au 5 juin 2012

Rappel Méthodologie des précédentes vagues d'enquête :

Mars 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 20 au 26 mars 2012

Décembre 2011 : Etude réalisée auprès de 403 dirigeants d'entreprise, du 13 au 19 décembre 2011

Septembre 2011 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14 au 20 septembre 2011

Juin 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 23 au 30 mai 2011

Mars 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 14 au 18 mars 2011

Décembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 09/12/2010 au 14/12/2010.

Septembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 13/09/2010 au 17/09/2010.

Juin 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 07/06/2010 au 10/06/2010.

Mars 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 22/03/2010 au 26/03/2010.

Janvier 2010 : Etude réalisée par téléphone auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 06/01/2010 au 12/01/2010.

Septembre 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14/09/2009 au 21/09/2009.

Juin 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 27/05/2009 au 05/06/2009.

Février 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 16/02/2009 au 20/02/2009.

Retrouvez les sondages et analyses de l'ifop sur



Site web

www.ifop.com



Site web

www.ifopelections.fr



Alertes d'actualité

<http://feeds.feedburner.com/ifop2>



Facebook

[ifop Opinion](http://ifop.Opinion)



Twitter

<http://twitter.com/IfopOpinion>



iPhone et iPad

<http://itunes.apple.com/fr/app/ifop/id373206570?mt=8>

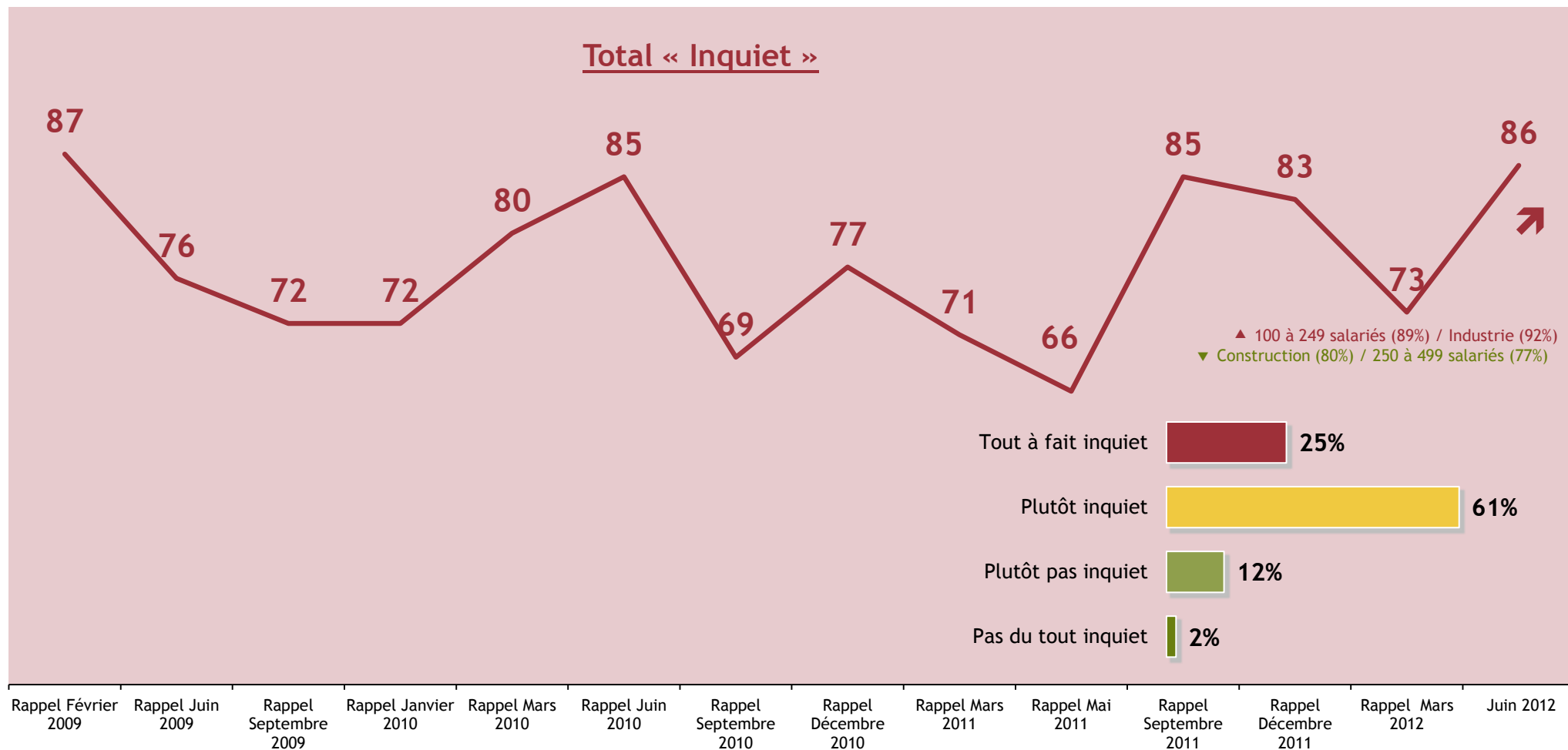
La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de 400 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 3. Le vrai pourcentage est donc compris entre 7% et 13%.

A | L'impact du contexte économique sur les demandes et l'accès au crédit des PME

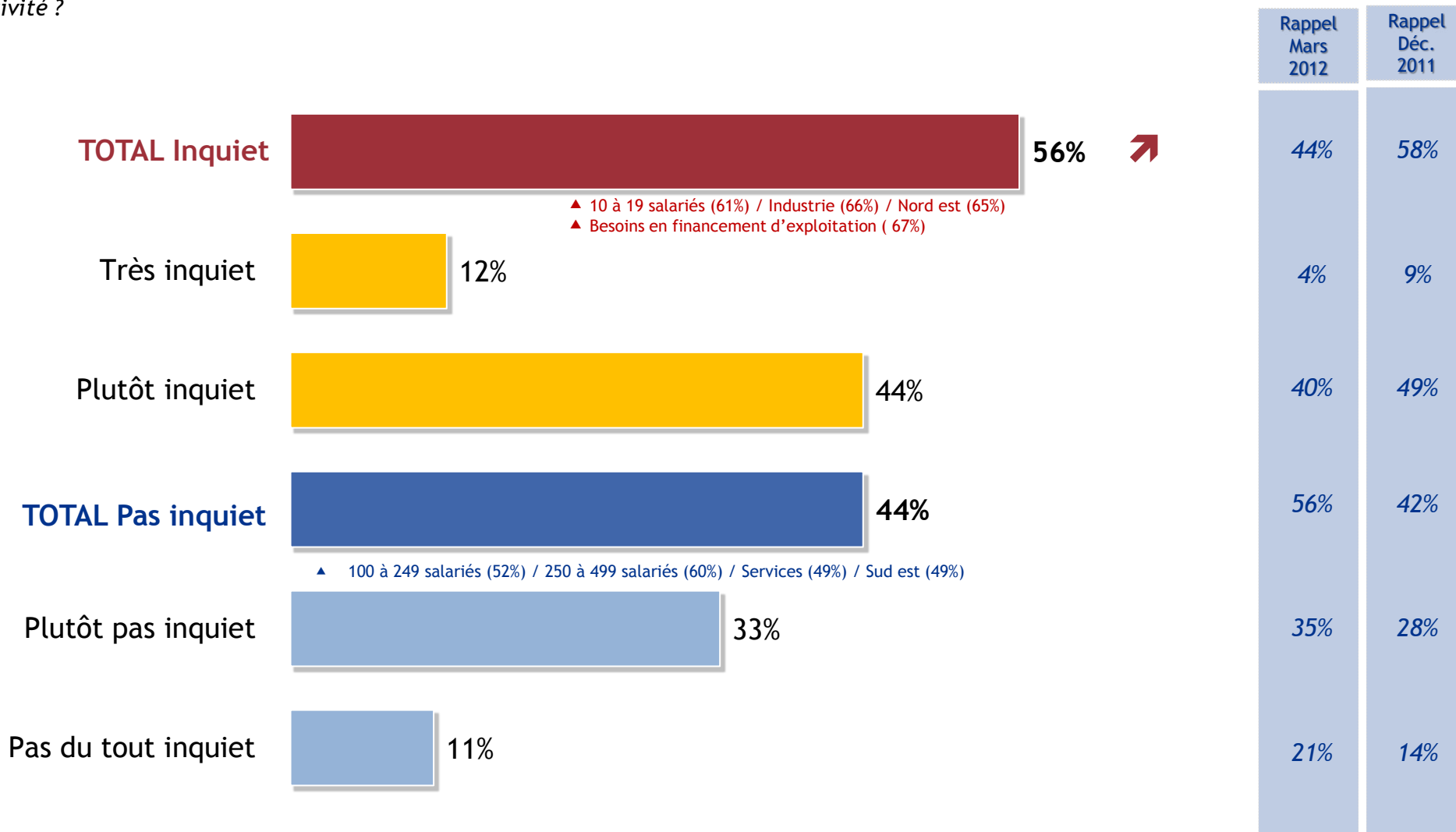
Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



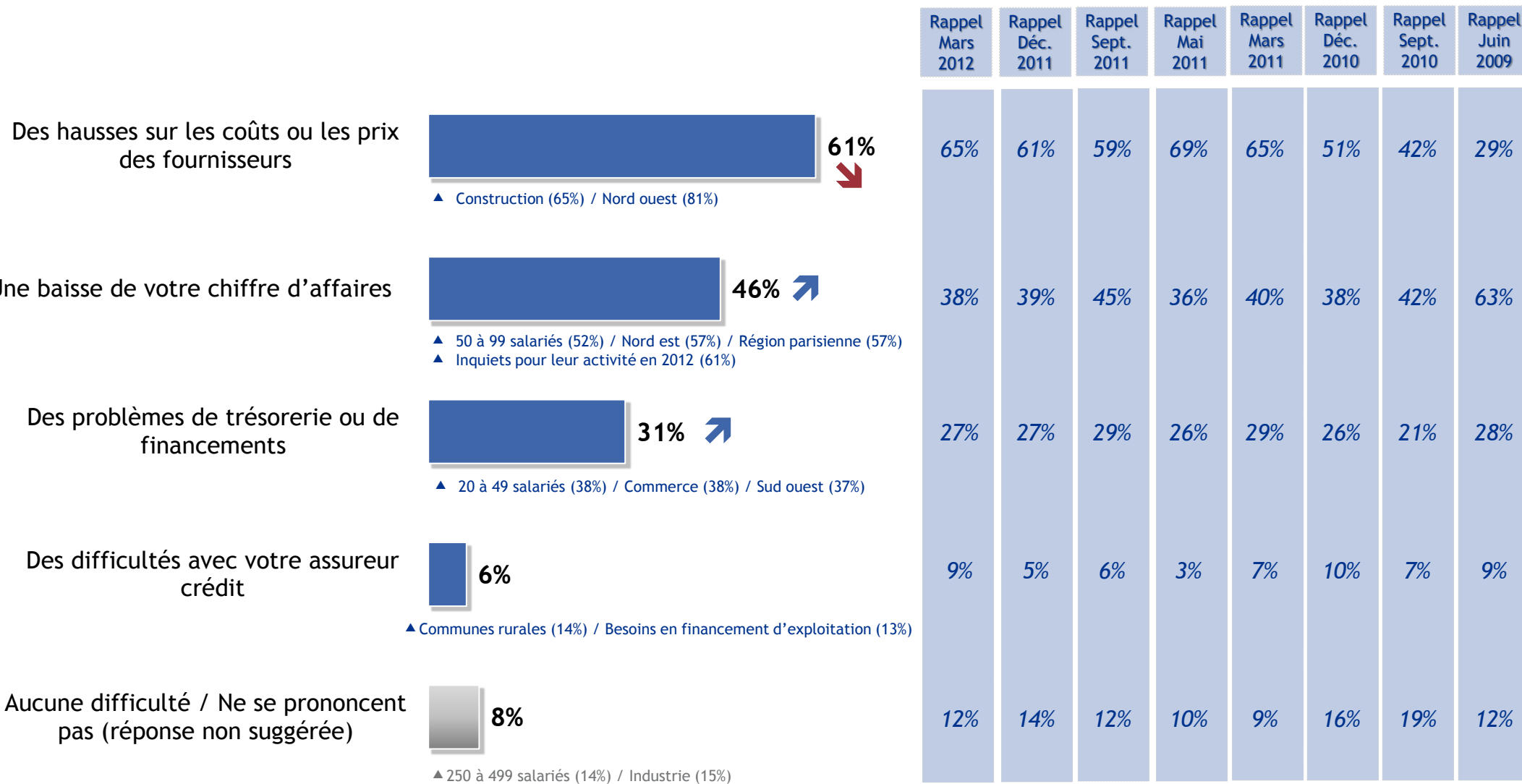
(*) Jusqu'en juin 2010 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ? »

L'inquiétude pour son activité en 2012

Question : Vous personnellement, en pensant à l'année 2012, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité ?

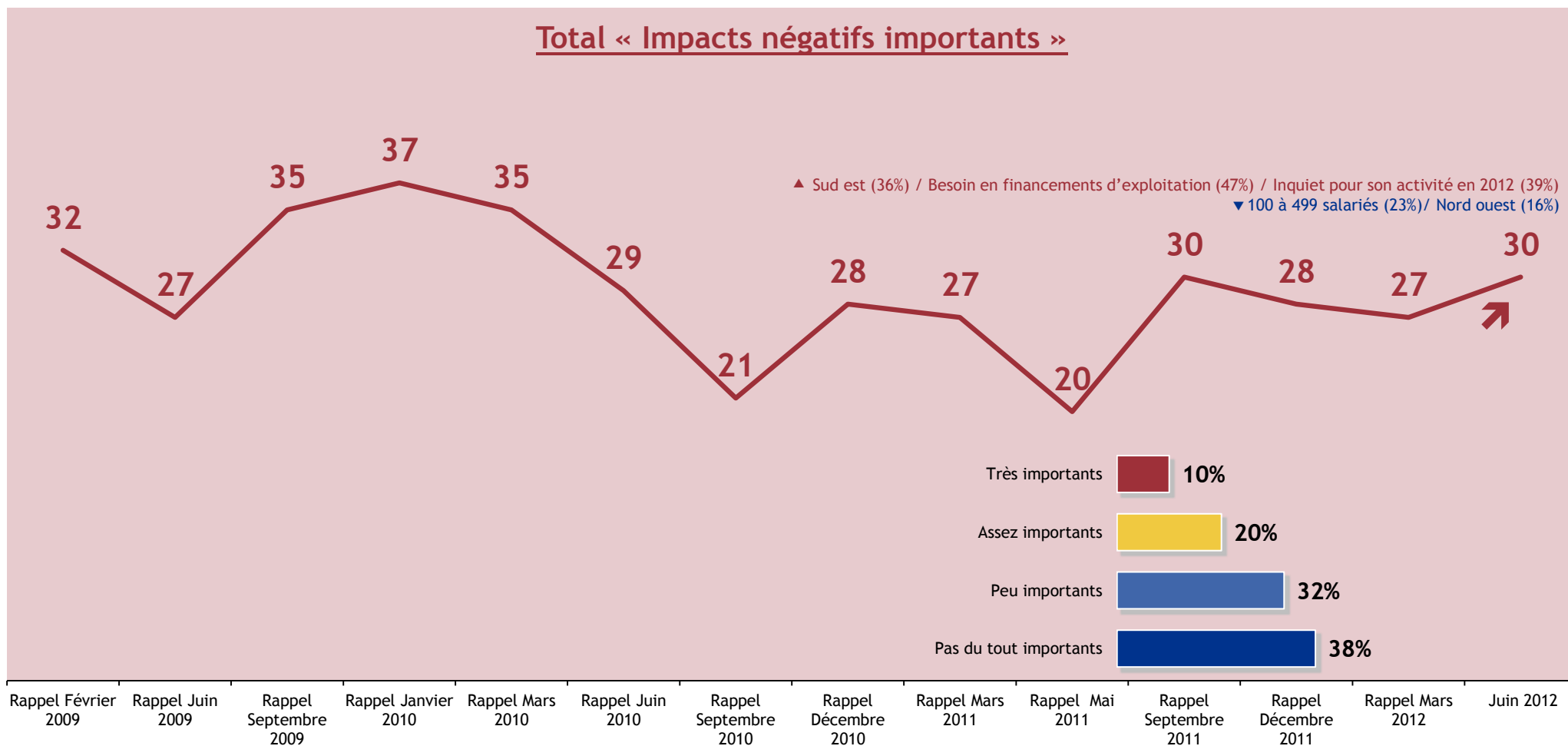


Question : Quelles sont les principales difficultés que votre entreprise rencontre aujourd'hui ?



Les effets négatifs de la situation économique sur l'accès au crédit de son entreprise

Question : Est-ce que la situation économique actuelle a des impacts négatifs sur vos conditions d'accès aux crédits auprès de votre (vos) banque(s) ? Des impacts négatifs ...



Question : Quels sont actuellement vos besoins de financements ?

AU MOINS UN



Dont : Financements
d'investissements



▲ Services (50%) / Nord ouest (47%)

Dont : Financements d'exploitation
(trésorerie, escomptes ...)



▲ 20 à 49 salariés (46%) / Industrie (44%) / Sud est (43%)

Aucun besoin / ne se prononcent pas



▲ Construction (44%) / Sud ouest (39%)

Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Sept. 2010	Rappel Février 2009
60%	65%	66%	63%	61%	60%	59%	63%
36%	44%	42%	39%	36%	36%	35%	36%
31%	32%	33%	33%	34%	33%	29%	34%
40%	35%	34%	37%	39%	40%	41%	37%

Question : De quels types de crédits avez-vous besoin pour financer vos investissements ?

Des crédits pour des investissements de remplacement ou d'entretien pour votre exploitation : matériel, locaux, etc.



▲ Industrie - Construction (74%)

Des crédits pour des investissements d'équipement, véhicules, informatique, etc.



▲ Inquiets pour leur activité en 2012 (43%)

Des crédits pour des investissements d'innovation : technologies, process, etc.



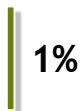
▲ 50 salariés et plus (36%) / Industrie - Construction (39%)

Des crédits pour des acquisitions de développement : achats, fusions d'entreprises, etc.



▲ Industrie - Construction (33%) / Région parisienne (42%)

D'autres types de crédit

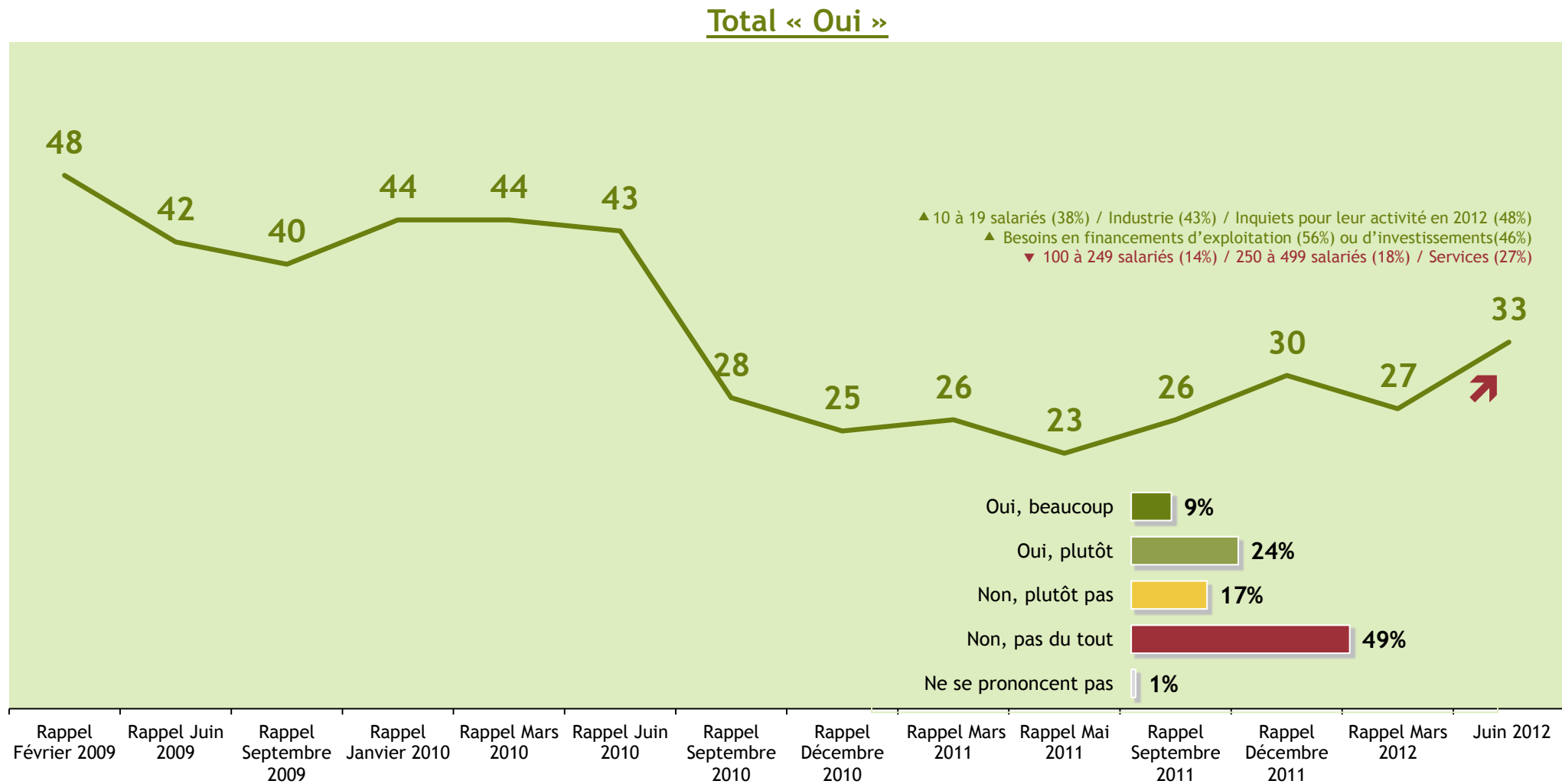


Ne se prononcent pas -

Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Sept. 2010	Rappel Fév. 2009
61%	54%	49%	51%	45%	57%	48%	63%
39%	41%	41%	47%	44%	53%	54%	35%
24%	13%	21%	19%	18%	19%	21%	18%
28%	28%	30%	19%	31%	21%	24%	24%
2%	1%	-	-	5%	-	1%	1%
1%	1%	1%	-	3%	-	1%	-

La réduction des demandes de financements en raison des difficultés d'accès au crédit

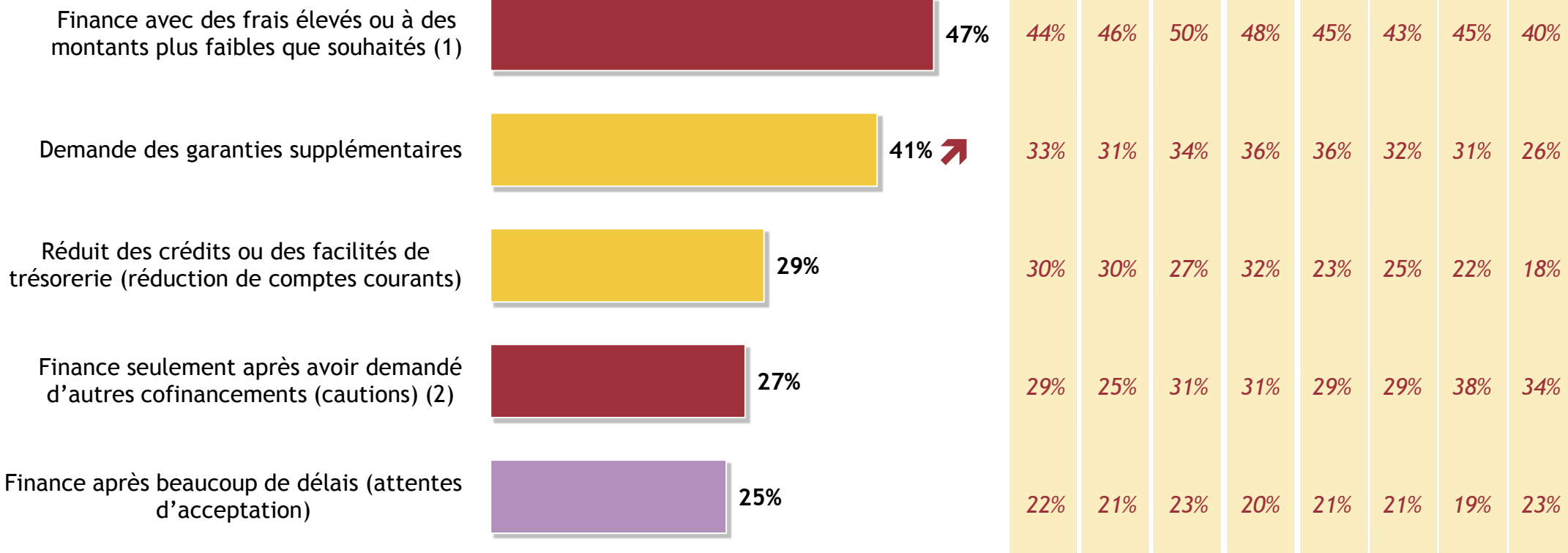
Question : Est-ce que, en raison de difficultés d'accès au crédit, vous vous restreignez dans vos investissements et vos demandes auprès de votre (vos) banque(s) ?



B | Le regard des PME sur les relations avec les banques

Question : Est-ce que votre banque ... ?

- Récapitulatif : Oui -



Au moins une mesure de durcissement : 73% ↗

Rappel Mars 2012 : 68% / Rappel Décembre 2011 : 68% / Rappel Septembre 2011 : 71% / Rappel Mai 2011 : 74% / Rappel Mars 2011 : 70% / Rappel Décembre 2010 : 64% / Rappel Septembre 2010 : 68% / Rappel Juin 2010 : 81% / Rappel Mars 2010 : 76% / Rappel Janvier 2010 : 75% / Rappel Septembre 2009 : 77% / Rappel Juin 2009 : 64% / Rappel Février 2009 : 59%

▲ Services (78%) / Besoins en financements d'exploitation (81%) ou d'investissements (83%) / Inquiets pour leur activité en 2012 (79%) / Région parisienne (79%)
▼ 250 à 499 salariés (54%) / Construction (59%)

(1) Jusqu'en mars 2010, l'intitulé exact était : « Finance avec des taux ou frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. »
(2) Jusqu'en juin 2010, l'intitulé exact était : « Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements ou des garanties (cautions) »

Question : Compte tenu de votre relation avec votre ou vos banque(s), envisagez-vous ... ?

- Récapitulatif : Oui -

D'examiner les conditions d'autres banques concurrentes

48%

▲ Services (57%) / Région parisienne (61%) / Au moins une mesure de durcissement par les banques (57%)
▲ Besoins en financements d'investissements (57%) ou d'exploitation (56%)

De réexaminer vos lignes de crédit (1)

35%

▲ 20 à 49 salariés (45%) / Nord est (43%) / Besoins en financements d'exploitation (54%)
▲ Au moins une mesure de durcissement par les banques (45%)

Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Sept. 2010	Rappel Février 2009
48%	39%	40%	44%	47%	45%	39%	49%
36%	36%	37%	33%	35%	40%	26%	49%

D'examiner les conditions d'autres banques concurrentes

26%

22%

26%

26%

De réexaminer vos lignes de crédit

17%

18%

30%

35%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

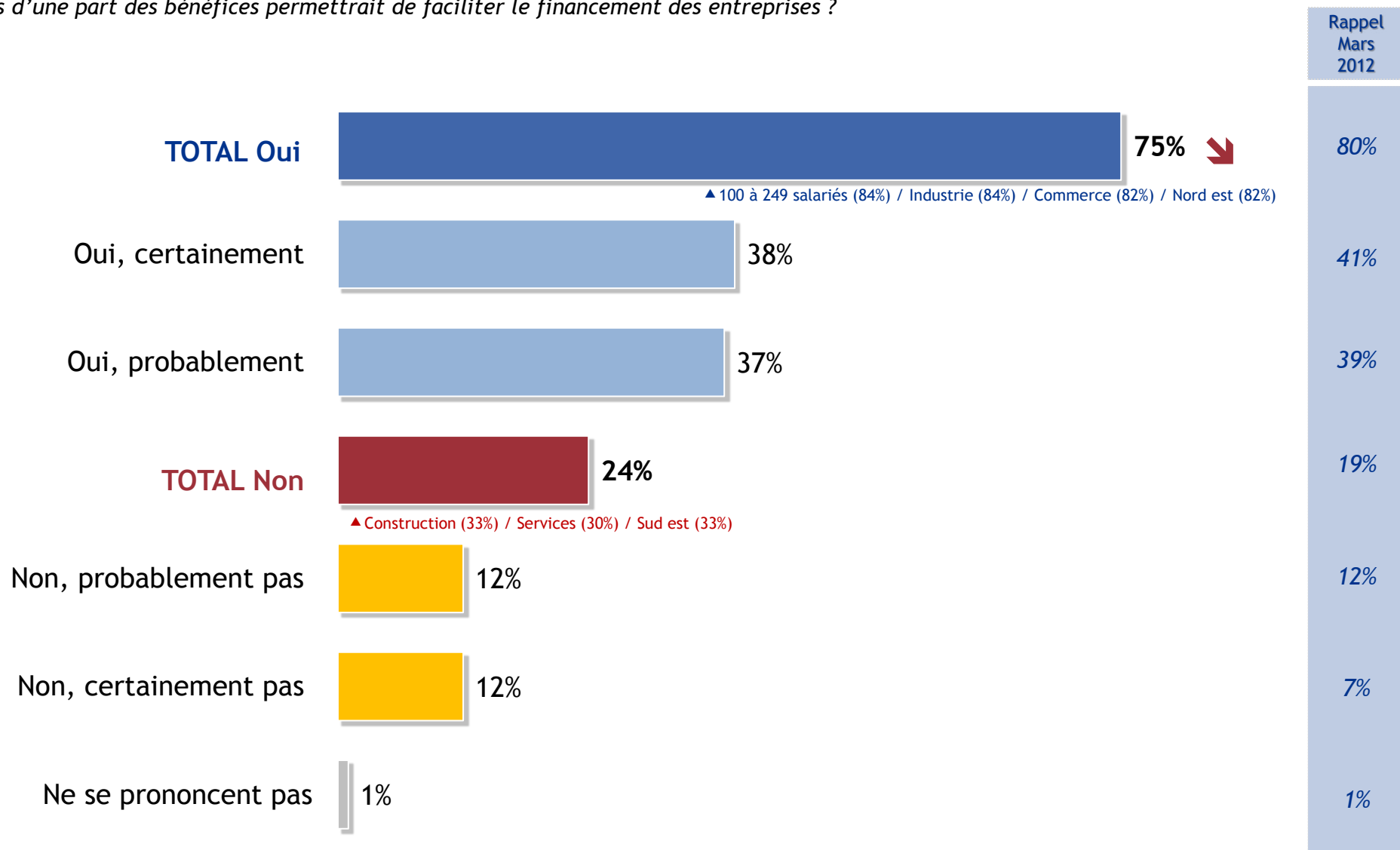
■ Non, certainement pas

(*) Lors des vagues précédentes l'intitulé exact était : « Réexaminer vos placements, votre trésorerie, ou vos lignes de crédit. »

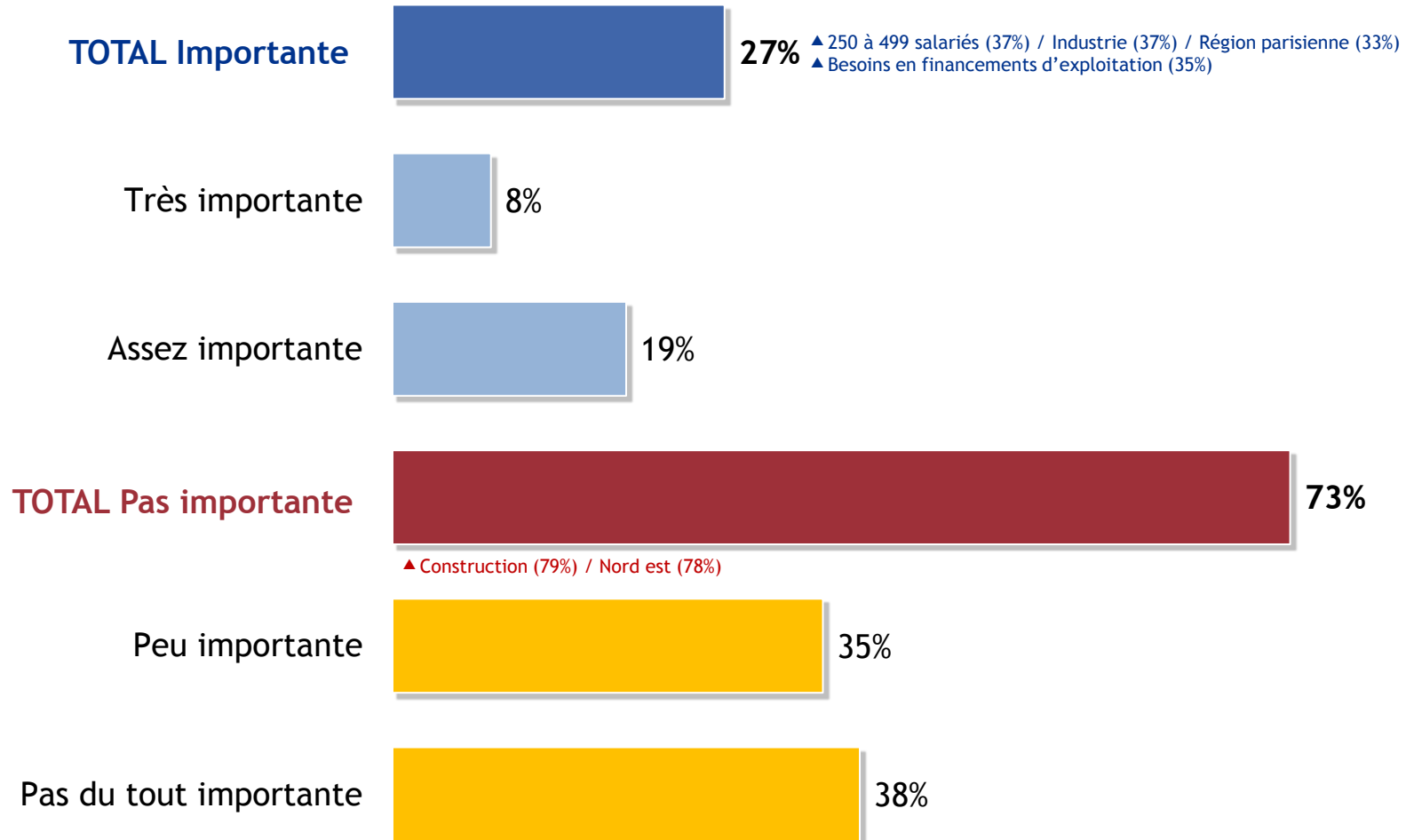
C | Les réactions des PME face à la conjoncture

L'impact d'un taux réduit d'IS en contrepartie d'une affectation des bénéfices en fonds propres sur le financement des entreprises

Question : Vous personnellement, diriez-vous que l'instauration d'un taux réduit d'Impôt sur les Sociétés (IS) en contrepartie d'une affectation en fonds propres d'une part des bénéfices permettrait de faciliter le financement des entreprises ?

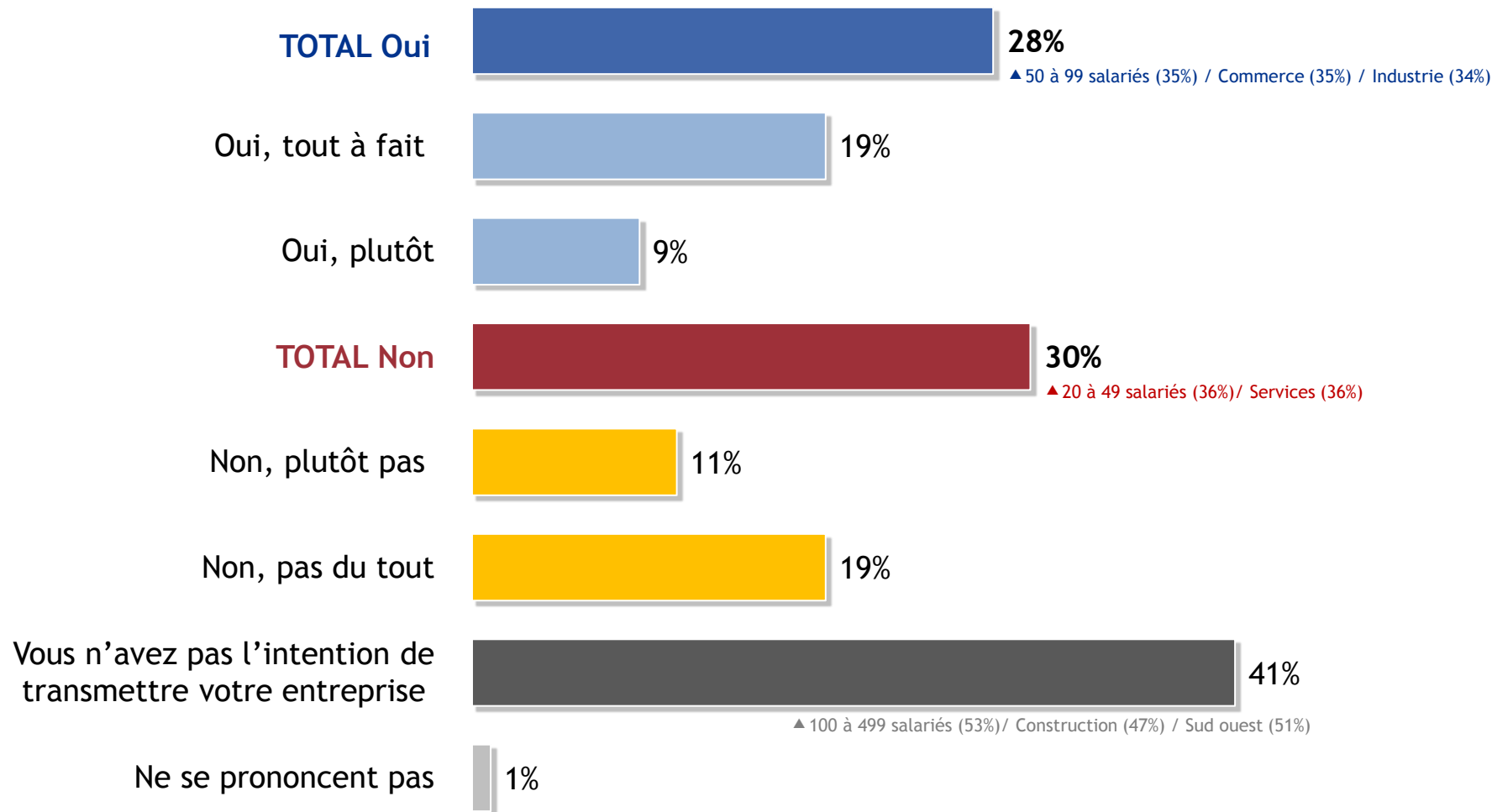


Question : Votre entreprise est-elle impactée de façon importante ou pas importante par les difficultés affectant la zone euro (exportations, implantation à l'étranger...) ?



L'impact sur la transmission de son entreprise du projet de taxer à 75% les revenus au-delà de 1 million d'euros annuel

Question : Diriez-vous que le projet de taxer à 75 % les revenus au-delà de 1 million d'euros annuel est de nature à freiner la transmission de votre entreprise ?



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

86% des dirigeants de PME se déclarent personnellement inquiets pour l'économie française. En hausse de 13 points par rapport à la précédente mesure - établie en mars dernier - la préoccupation des patrons se trouvant à l'un de ses plus hauts niveaux depuis 2009, après une nette amélioration au trimestre dernier (passage de 83% à 73%). On relève également un phénomène nouveau de cristallisation des craintes, les dirigeants « tout à fait inquiets » étant presque deux fois plus nombreux aujourd'hui qu'en mars (25% contre 13%), cette proportion étant la plus élevée enregistrée depuis la création du baromètre (pour rappel il était de 23% en février 2009, au cœur de la crise bancaire et financière apparue fin 2008). Néanmoins, l'inquiétude face à la situation économique du pays n'est pas toujours exprimée avec la même intensité selon le profil des entreprises : si les dirigeants de structures de 100 à 249 salariés (89%) et ceux évoluant dans l'industrie (92%) se distinguent comme portant les plus fortes préoccupations, ceux des entreprises de 250 à 499 salariés (77%) et du secteur du BTP (80%) expriment un pessimisme moindre, bien que nettement majoritaire.

Sans surprise, ces craintes impactent également le moral des patrons de PME quant à leur avenir : **56% d'entre eux se déclarent ainsi inquiets pour leur activité, dont 12% « très inquiets ».** Le niveau de pessimisme connaît également une forte hausse (de 12 points en quatre mois), mais se révèle légèrement inférieur à celui constaté en décembre dernier (58%). Les dirigeants les plus inquiets se retrouvent parmi les entreprises de 10 à 19 salariés (61%), le secteur de l'industrie (66%), ainsi que parmi ceux ayant actuellement des besoins en financements d'exploitation (67%). A l'inverse, les craintes pour 2012 sont moindres dans les services (51%) ou dans le sud est de la France (51%), voire minoritaires dans les entreprises de 250 à 499 salariés (40%).

La hiérarchie des principaux problèmes rencontrés par les PME n'évolue pas, celles-ci se heurtant toujours en premier lieu à des hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs (61%, -4 points). La proportion de dirigeants mettant en exergue une baisse du chiffre d'affaires de leur entreprise augmente nettement par rapport à mars dernier (46%, +8 points), ce problème touchant aujourd'hui près d'une PME sur deux. Autre obstacle en hausse, les problèmes de trésorerie ou de financements impactent l'activité de 31% des PME (+4 points), bien davantage que les difficultés avec leur assureur crédit, problème évoqué par 6% des dirigeants interrogés. Enfin, notons que seul 8% des patrons de PME déclarent ne rencontrer aucune difficulté dans leur activité (-4 points). Dans le détail, les entreprises implantées en province (67%) et celles du secteur du BTP (65%) apparaissent comme les plus impactées par les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs. La baisse du chiffre d'affaires concerne de façon plus centrale les PME de région parisienne et du nord est (57% dans les deux cas) ainsi que les structures de 50 à 249 salariés (51%). On note également que 61% des dirigeants inquiets pour leur activité sont confrontés à un recul de leur chiffre d'affaires. Enfin, 38% des entreprises de 20 à 49 salariés, 38% de celles du secteur du commerce et 37% des PME du sud ouest déclarent devoir faire face à des difficultés de trésorerie ou de financement.

Près de sept dirigeants de PME sur dix (68%) ont actuellement besoins de fonds pour soutenir leur activité ou développement. Après un recul sensible entre décembre 2011 et mars 2012, des besoins de financements connaissent de nouveau une nette progression (+8 points au global), à la fois en termes d'investissements (42%, +6 points) et d'exploitation (36%, +5 points). Les projets nécessitant le financement d'investissements apparaissent plus importants dans les services (50%) et dans les entreprises du nord ouest (47%). Les besoins en financements d'exploitation sont plus particulièrement répandus dans les entreprises de 20 à 49 salariés (46%), ainsi que dans l'industrie (44%) et dans la région sud est (43%).

Dans deux tiers des PME interrogées, les crédits souhaités pour financer les investissements concerne dans deux tiers des cas le remplacement ou l'entretien des équipements ou infrastructures (66%, et jusqu'à 74% dans l'industrie et le BTP). De nouveau en tête des besoins exprimés par dirigeants, les demandes relatives au remplacement ou à l'entretien connaissent en outre une hausse de 5 points par rapport à la précédente vague d'enquête. Les besoins en crédits pour des investissements en termes d'équipement, de véhicules ou d'informatique enregistrent une légère baisse (-2 points), mais constituent toujours le deuxième poste d'investissements des dirigeants (37%). Ces derniers expriment également, dans plus d'un cas sur quatre des besoins de crédits pour des investissements d'innovation (28%, et même 39% dans l'industrie et le BTP), ce score étant le plus élevé enregistré depuis début 2009. Au même niveau, 27% des patrons de PME envisagent de recourir au crédit pour des acquisitions de développement (achats, fusions, etc.), dont 42% en région parisienne et 33% dans le BTP et l'industrie.

Dans ce contexte de progression des projets de développement, mais aussi des difficultés de trésorerie, 30% des patrons de PME notent que la situation économique a des impacts négatifs importants sur leurs conditions d'accès aux crédits (+3 points). Ils ne sont toutefois que 10% à relever des conséquences « très importantes » de la conjoncture sur les relations avec leurs banques. Les plus affectés sont les dirigeants issus du commerce (34%), ceux travaillant dans le sud est (36%), mais également les PME ayant des besoins en financement d'exploitation (47%).

Sensiblement au même niveau, un dirigeant interrogé sur trois déclare restreindre ses investissements en raison de difficultés d'accès au crédit (33%). Si ce score reste minoritaire, il progresse toutefois de 6 points en 4 mois, témoignant là aussi d'une situation économique générale dégradée. Dans le détail, la réduction des demandes de financement est plus prégnante dans l'industrie (43%), ainsi que dans les entreprises ayant des besoins en financements d'investissements (46%) ou d'exploitation (56%).

Près des trois quarts des dirigeants interrogés ont noté au moins une mesure de durcissement des conditions de financement par leurs banques (73%), ces difficultés ayant augmenté de 5 points depuis mars dernier. Le secteur des services est plus fortement touché (78%), à l'instar des PME situées en région parisienne (79%), et, de façon logique, de celles ayant des besoins en financements d'exploitation (81%) ou d'investissements (83%). A l'inverse, le constat est moins sévère parmi les structures de 250 à 499 salariés (54%) et parmi celles du secteur de la construction (59%).

Dans le détail, le **financement à des frais élevés ou pour des montants plus faibles que souhaité constitue, à l'instar des vagues d'enquête précédentes, la modalité de durcissement la plus fréquemment relevée (47%, +3 points)**. Les dirigeants soulignent en outre plus fortement le fait que leurs banques demandent des garanties supplémentaires (41%, +8 points depuis mars). Les patrons de PME se voient confrontés, dans une moindre mesure mais dans quand même plus d'un cas sur quatre, à la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie (29%), au financement conditionné par d'autres cofinancements (27%), ou encore à des délais d'acceptation rallongés (25%, +3 points).

Compte tenu du rendurcissement des conditions d'accès au crédits d'une part et des besoins de financements plus importants des PME d'autre part, **près d'un dirigeant sur deux se dit prêt à examiner les conditions d'autres banques concurrentes (48%)**. Témoignant d'une relative fidélité des PME à l'égard de leurs banques, cette possibilité de changement d'établissement est stable par rapport au mois de mars, mais reste supérieure de 9 points à celle observée en décembre 2011, période à laquelle elle se situait à l'un de ses niveaux les plus bas. Sans surprise, 57% des patrons ayant noté au moins une mesure de durcissement des conditions d'accès au financement se disent prêts à examiner l'offre des banques concurrentes, tout comme 57% des PME issues des services et 61% des dirigeants de région parisienne.

L'opportunité de réexaminer leurs lignes de crédit est un recours envisagé par 35% des interviewés (-1 point), les plus enclins au changement dans ce domaine étant également les dirigeants ayant pâti d'un durcissement de l'accès au crédit (45%), mais aussi ceux des structures de 20 à 49 salariés (45%) et sans surprise ceux déclarant avoir des besoins pour financer l'exploitation (54%).

Les trois quarts des dirigeants interrogés jugent que l'instauration d'un taux réduit d'Impôt sur les Sociétés (IS) en contrepartie d'une affectation en fonds propres d'une part des bénéfices permettrait de faciliter le financement des entreprises (75%, dont 38% « certainement »). S'ils restent très majoritairement persuadés de l'effet vertueux de la mise en place de ce dispositif, les patrons de PME semblent sensiblement moins convaincus qu'en mars dernier (-5 points). Dans le détail des réponses, l'adhésion est plus forte au sein des entreprises de 100 à 249 salariés (84%), dans le secteur de l'industrie (84%) et dans les PME du nord est de la France (82%). A l'inverse, le pessimisme à ce sujet se révèle plus élevé dans les entreprises des services (30% contre 24% en moyenne), de même que parmi les PME du secteur de la construction (33%) et du sud est de la France (33% également).

Outre les craintes sur la conjoncture et les entraves que rencontrent les PME pour financer leurs projets de développement, les difficultés affectant actuellement la zone euro impactent de façon importante l'activité de 27% des dirigeants interrogés. Les conséquences de la fragilité européenne sont plus particulièrement ressenties par les entreprises de 250 à 499 salariés (37%), par celles du secteur de l'industrie (37%) et par les PME de région parisienne (33%). A l'inverse, seules 19% des PME du BTP et 22% des entreprises du nord ouest et du nord est pâtissent des difficultés conjoncturelles de la zone euro.

Ayant suscité un débat passionné pendant la campagne pour l'élection présidentielle, la proposition de François Hollande de taxer à 75% les revenus au-delà de 1 million d'euros annuel pourrait avoir un impact non négligeable pour les dirigeants de PME : 28% d'entre eux jugent qu'un tel projet serait de nature à freiner la transmission de leur entreprise (dont 34% dans l'industrie et 35% dans le commerce), 30% n'anticipant au contraire aucun impact (notamment dans les services, 36%). Enfin, 41% des interviewés n'ont tout simplement pas l'intention de transmettre leur entreprise, ce score s'avérant plus important dans le secteur de la construction (47%) et même majoritaire au sein des entreprises de 100 à 499 salariés (53%).